

Suivi de la situation humanitaire

Évaluation rapide - Besoins post-inondations

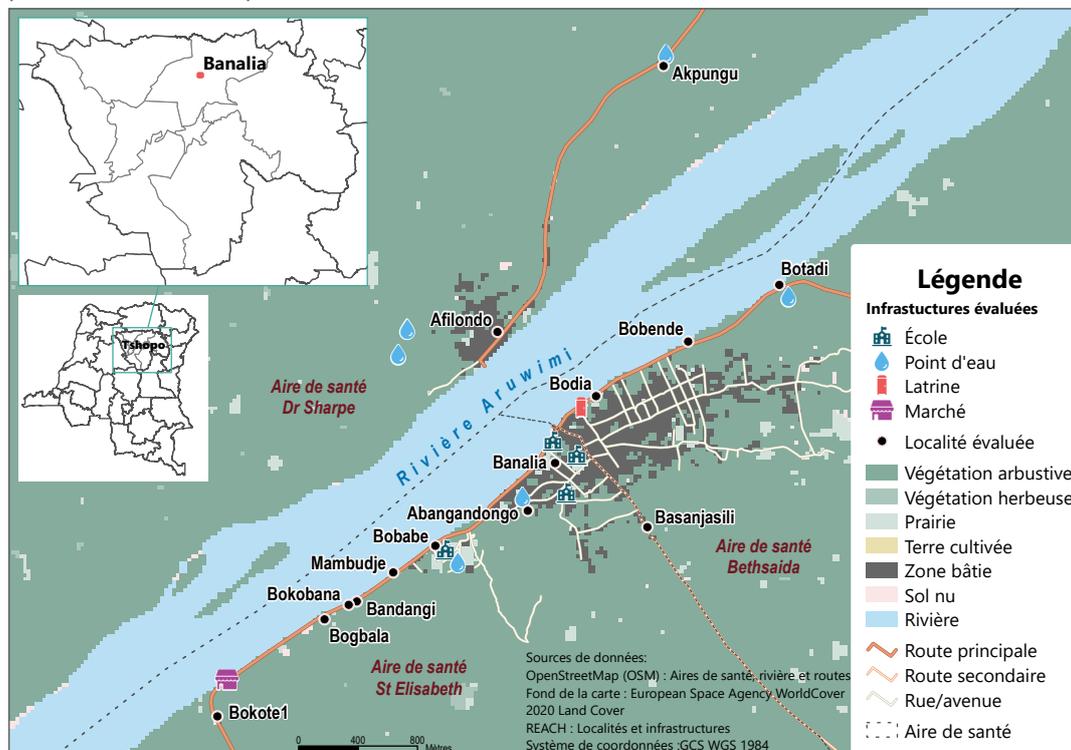
FACTSHEET

Février 2024 | Banalia, Province de la Tshopo
République Démocratique du Congo (RDC)

CONTEXTE & JUSTIFICATION

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays particulièrement vulnérable aux inondations, phénomène que le changement climatique ne fait qu'accroître et qui est vecteur de tensions au sein des communautés affectées¹. Depuis le 20 novembre 2023, d'importantes précipitations ont entraîné une crue du fleuve Congo et de ses affluents engendrant de nombreuses inondations et glissements de terrain dans plusieurs provinces du pays. La province de la Tshopo a été particulièrement touchée par ces inondations entre fin novembre 2023 et janvier 2024, chocs qui se sont ajoutés à des vulnérabilités multisectorielles préexistantes (conflit Mbole-Lengola², pauvreté chronique, etc). Selon les informations recueillies auprès d'un informateur de la réponse rapide à Kisangani, chef-lieu de la province, Banalia et ses environs ont été les plus touchés par les inondations, dont les conséquences se cumulaient à celles liées à l'épidémie de méningite récente³ qui avait déjà fragilisé la population.

Dans ce contexte, REACH a lancé une évaluation rapide afin d'étudier l'impact des inondations sur les localités sinistrées de la zone de santé (ZS) de Banalia, notamment à travers les dégâts causés sur certains services de base (points d'eau, latrines, écoles, marchés) ainsi que sur les moyens d'existence et les besoins des populations sinistrées. Cette évaluation était aussi un moyen d'identifier les moyens de mitigation existants au sein de ces localités et ceux qui pourraient être développés pour faire face à de potentielles futures inondations.



Carte 1 : Carte générale des localités et des infrastructures évaluées dans la ZS de Banalia, Province de la Tshopo⁴

MÉTHODOLOGIE

60 entretiens structurés ont été conduits entre le 7 et le 12 février 2024 avec des informateurs clés (IC), dont 46 auprès des autorités locales et gouvernementales, membres de la société civile et d'organisations non gouvernementales (ALG/SC/ONG) et 14 auprès de gestionnaires, réparateurs et usagers réguliers (GRU) de services de base dans respectivement 14 et 6 localités sinistrées de Banalia. Plus d'informations sont disponibles en [page 8](#).

MESSAGES CLÉS

- Les localités évaluées de la ZS de Banalia sont exposées à **des risques d'inondations forts ou modérés**. Ces localités ont déjà été **touchées par des inondations passées**, ce qui a pu notamment fragiliser la structure et limiter la fonctionnalité des infrastructures des services de base, avec des **effets cumulatifs** au fil du temps lorsque aucune mesure de mitigation n'a été mise en place.
- Les inondations ont également réduit **l'accès aux moyens de subsistance** en détruisant les cultures. Ces effets peuvent perdurer des mois après la fin des inondations et s'ajoutent à une situation de pauvreté chronique dans la zone, exposant ainsi les localités à des **risques importants d'insécurité alimentaire**.
- Afin de réduire les conséquences de potentielles futures inondations, la mise en place de **plans de contingence destinés à la préparation et à la réponse aux inondations**, la réalisation de **travaux à haute intensité de main d'oeuvre (THIMO)**, des **séances de sensibilisation aux risques** ainsi que la **relocalisation/protection des infrastructures à risque** pourraient être des solutions à explorer. Dans le même temps, **l'entretien des canalisations et le retrait des obstacles sur les cours d'eau** pourraient également permettre de réduire les risques.

¹ République démocratique du Congo : Plan de réponse humanitaire 2024 (février 2024) -

Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb

² Kisangani : SOS des déplacés de la rive gauche du fleuve Congo | Radio Okapi (Octobre 2023)

³ Tshopo : plus de 1000 ménages sans abri à la suite des inondations à Banalia | Radio Okapi (Novembre 2023)

⁴ La proximité des localités peut entraîner des confusions quant à la localisation des infrastructures. En particulier, il convient de noter que les écoles se situent toutes dans le quartier d'Abangandongo.

CONSEQUENCES DES INONDATIONS SUR LES INFRASTRUCTURES ESSENTIELLES

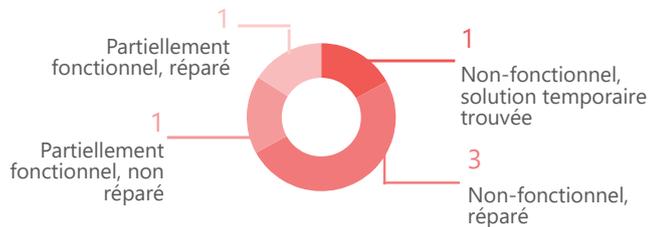
Points d'eau

Sur six points d'eau évalués, cinq étaient des sources d'eau non protégées alors que le dernier était un forage équipé d'une pompe à motricité humaine (PMH). De plus, trois des six points d'eau étaient utilisés pour tous les besoins, deux seulement pour boire et un pour les autres besoins seulement (hygiène, cuisine, etc).

En outre, tous les IC GRU ont mentionné qu'il existait une source alternative, bien que celle-ci soit parfois à plus d'une heure de marche.

Tous les points d'eau ont été rapportés comme **fonctionnels avant les inondations**.

Effets des inondations récentes sur la fonctionnalité des points d'eau (n=6 points d'eau)



Durant les inondations, **tous les points d'eau ont été endommagés** d'après les IC. Toutefois, selon les IC, **la majorité des points d'eau endommagés durant les inondations ont été réparés (4/6)**. Les deux points d'eau encore non réparés se trouvent à Abangandongo et à Afilondo. Ces sources restaient partiellement fonctionnelles. En particulier, le forage équipé de PMH d'Abangandongo était partiellement fonctionnel grâce aux solutions temporaires élaborées par les communautés.

Outre la fonctionnalité, il semble que les points d'eau faisaient **déjà face à des problèmes avant les inondations**, notamment au niveau de la qualité de l'eau.

Problèmes des points d'eau avant les inondations (Plusieurs réponses possibles, n=6 points d'eau)



Outre la destruction de certaines sources, **de nouveaux problèmes sont apparus suite aux inondations**. En effet, une **diminution de la qualité de l'eau** (4 points d'eau sur 6, dont 2 à Afilondo, 1 à Abangandongo et 1 à Botadi) et des **problèmes d'accessibilité** de la source à Afilondo (1/6) ont été rapportés par les IC. Le forage équipé d'une PMH à Abangandongo et la source non protégée d'Akpungu n'ont pas été rapportés comme ayant fait face à des problèmes supplémentaires depuis les inondations. Enfin, il ne semble pas que ces problèmes ait engendré des tensions au

niveau de la communauté. En effet, un seul IC a mentionné l'existence de tensions du fait d'un temps d'attente trop long au niveau du forage avec une PMH d'Abangandongo.

Latrines

La fosse publique avec dalle et plateforme évaluée à Bodia comprenait trois latrines, dont une utilisée de façon régulière par plus de 24 usagers (entre 25 et 50).

En outre, le gestionnaire a rapporté que **les latrines ont été endommagées par les inondations**, alors qu'elles étaient **tout à fait fonctionnelles** avant cela. De plus, du fait des inondations, la fosse a débordé, ce qui peut poser des risques en terme de santé publique.

Enfin, si l'accès à ces latrines est payant, les inondations n'ont pas eu d'effet rapporté sur les prix appliqués.

Écoles

Au cours de l'évaluation rapide, quatre écoles ont été évaluées, dont trois écoles primaires et une école secondaire. Ces écoles se trouvaient toutes dans la localité d'Abangandongo. Trois écoles étaient privées et une était publique.

L'état général des bâtiments scolaires semblait assez hétérogène puisqu'un bâtiment a été rapporté comme étant partiellement détruit, un bâtiment avait besoin de réparations importantes et un bâtiment avait besoin de réparations mineures. Seul un bâtiment scolaire n'avait pas besoin de réparation avant les inondations.

Selon les IC, les inondations ont **aggravé l'état** de deux bâtiments scolaires, celui déjà partiellement détruit et celui ayant besoin de réparations mineures.

En outre, tous les IC ont rapporté que les inondations avaient provoqué des **problèmes d'accès** aux écoles, dont un IC mentionnant que son école primaire était inaccessible.

Enfin, certains matériels essentiels ont été rapportés comme endommagés du fait des inondations (1/4).

Marché

Concernant le marché permanent de Bokote 1, le responsable du marché a rapporté que **des problèmes pré-existaient aux inondations**, avec notamment un manque de bâtiments et d'étals pour accueillir les commerçants, dont le nombre est estimé à entre 25 et 50 commerçants. Aussi, d'après le responsable du marché, les inondations auraient accru ce problème en **détruisant des étalages et une partie de la structure du marché**.

De plus, selon le même IC, il semblerait que les **prix des denrées alimentaires et non-alimentaires aient augmenté** du fait des inondations, ce qui pourrait s'expliquer notamment par des problèmes d'approvisionnement, également rapportés par le responsable du marché.

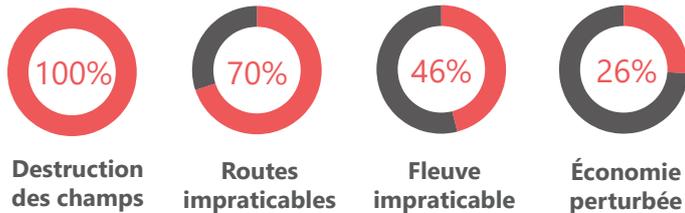
¹ Pour le forage avec une pompe à motricité humaine (PMH) d'Abangandongo, 3 IC ont été interrogés, soit 8 IC interrogés au total pour 6 points d'eau. Pour ce point d'eau, les réponses ont été agrégées. Lorsqu'une réponse commune n'a pu être trouvée, le résultat est rapporté sous forme de "Non consensus" (NC).

MOYENS D'EXISTENCE ET VULNÉRABILITÉS

Évolution des revenus et de l'accès aux vivres

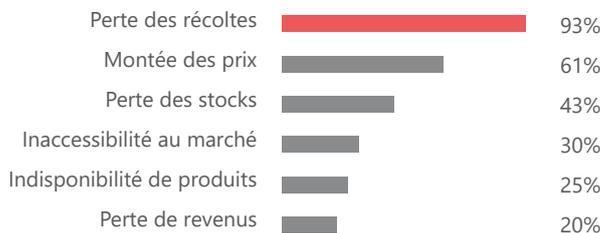
Les moyens d'existence ont été impactés par les inondations, au même titre que les infrastructures. En effet, **100%** des IC ALG/SC/ONG ont rapporté que les **sources de revenu de la communauté avaient été affectées par les inondations récentes**.

Quatre raisons principales invoquées pour justifier la perte des revenus selon les IC ALG/SC/ONG (Plusieurs réponses possibles, n=46 IC)



Ces résultats font craindre de potentielles restrictions dans l'accès à la nourriture qui pourraient se prolonger dans le temps, alors que **tous les IC ont déclaré qu'un accès réduit à la nourriture** avait déjà été observé dans leur localité depuis les inondations, majoritairement du fait des pertes des récoltes.

Raisons évoquées¹ par les IC ALG/SC/ONG pour expliquer l'accès réduit à la nourriture suite aux inondations (Plusieurs réponses possibles, n=44² IC)



Par ailleurs, **une grande majorité des IC ALG/SC/ONG (74%) ont rapporté que la faim était importante pour la majorité de la population** du fait d'options limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture.

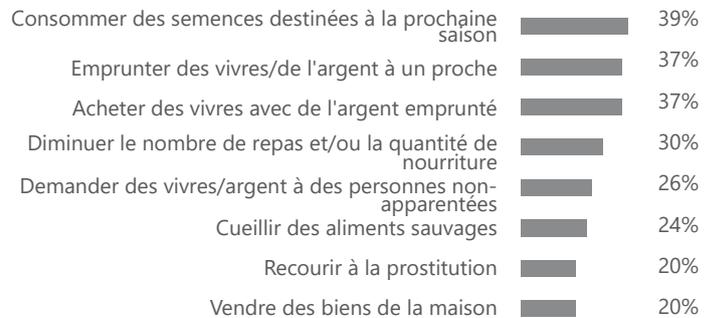
Enfin, un résultat préoccupant montre que **72% des IC ALG/SC/ONG pensaient que le niveau de faim pourrait encore se dégrader dans les 3 mois à venir**. En effet, alors que l'agriculture est l'activité principale des ménages dans le territoire³, du fait de la destruction des champs, 98% des IC ont déclaré qu'il ne serait **pas possible pour la majorité de la population de récolter la production** de la saison A (janvier à mars) et 59% ont mentionné qu'il ne serait pas possible de récolter la production de la saison B (mars à juillet).

Stratégies d'adaptation face à la faim

Tous les IC ALG/SC/ONG ont rapporté que **la majorité de la population avait recours à des stratégies d'adaptation pour faire face à la faim**. La principale stratégie rapportée

était la consommation des semences destinées à la prochaine saison ou la récolte des cultures pas encore mûres (39%), suivi par l'emprunt de nourriture ou d'argent à des proches (37%) et l'achat de nourriture avec de l'argent emprunté (37%).

Stratégies d'adaptation⁴ utilisées par la majorité de la population pour faire face à la faim, selon les IC ALG/SC/ONG (Plusieurs réponses possibles, n=46 IC)



Besoins prioritaires et assistance

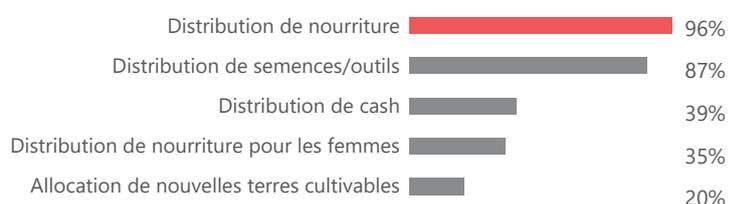
D'après les IC ALG/SC/ONG, outre la situation liée à la faim, la population des localités affectées étudiées semblait souffrir de **vulnérabilités multisectorielles**. En effet, au regard des trois besoins prioritaires rapportés, si la nourriture apparaissait comme le deuxième besoin le plus cité, il semblerait que les **besoins en EHA**, comme l'accès à l'eau potable ou à des toilettes, mais aussi à des kits d'hygiène, étaient rapportés par plus de trois quart des IC et un besoin en abri par près de deux tiers des IC. En outre, la santé et l'éducation étaient des besoins cités par respectivement 30% et 24% des IC interrogés.

Trois besoins prioritaires de la population tels que rapportés par les IC ALG/SC/ONG (3 réponses possibles, n=46 IC)



Enfin, pour faire face à la faim, les IC ALG/SC/ONG ont rapporté que **la distribution de nourriture serait le type d'assistance à privilégier**. Aussi, l'état du marché et la disponibilité des produits devraient être pris en compte dans le cas d'une assistance monétaire.

Types d'assistance à privilégier, selon les IC ALG/SC/ONG, pour faire face à la faim (Plusieurs réponses possibles, n=46 IC)



^{1,4} Les réponses non présentées correspondent à des options avec moins de 5% de réponses.

² 2 personnes ne se sont pas exprimées.

³ CAID, [Identification du territoire de Banalia](#).

CARACTÉRISTIQUES DES INONDATIONS

Signes précoces

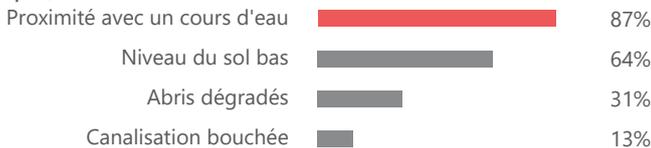
Certains signaux naturels ont été relevé par les IC ALG/SC/ONG comme étant annonciateurs de potentielles inondations. L'**abondance des pluies** (98% des IC interrogés) et une **augmentation du niveau des rivières et sources** (54%) étaient en effet considérés comme des signes pouvant annoncer des inondations.

Période, durée et zones d'exposition

Selon la majorité des IC GRU, des **inondations avaient déjà eu lieu dans le passé** dans la zone (11/14). Cette information a également été confirmée par la quasi-totalité des IC ALG/SC/ONG (98%), qui ont toutefois indiqué que les inondations survenues en fin d'année 2023 ont été les plus importantes que leur localité n'ait jamais connu. En outre, l'ensemble des IC ALG/SC/ONG ont mentionné que l'eau avait pris plus de 5 jours pour se retirer lors des récentes inondations.

Des **zones à risque ont également été identifiées** par la majorité des IC ALG/SC/ONG (85% soit 39/46) et dans toutes les localités évaluées. Enfin, excepté dans Bobabe, Bogbala, Bokobana et Mambudje, toutes **les zones à risque comportaient des services de base** selon les IC (22/39), malgré l'absence de consensus dans certaines localités.

Facteurs d'aggravation des risques dans les zones à risque, selon les IC ALG/SC/ONG¹ (Plusieurs réponses possibles, n=39 IC ayant rapporté l'existence de zones à risque)

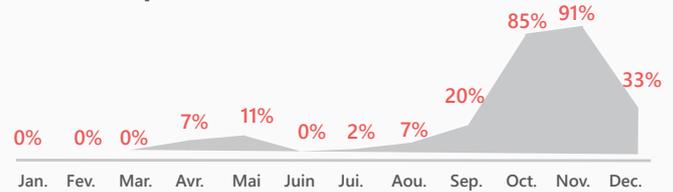


Types de services de base présents dans les zones à risque¹, selon les IC ALG/SC/ONG (Plusieurs réponses possibles, n=22 IC parmi les 39 ayant rapporté l'existence de zones à risque)



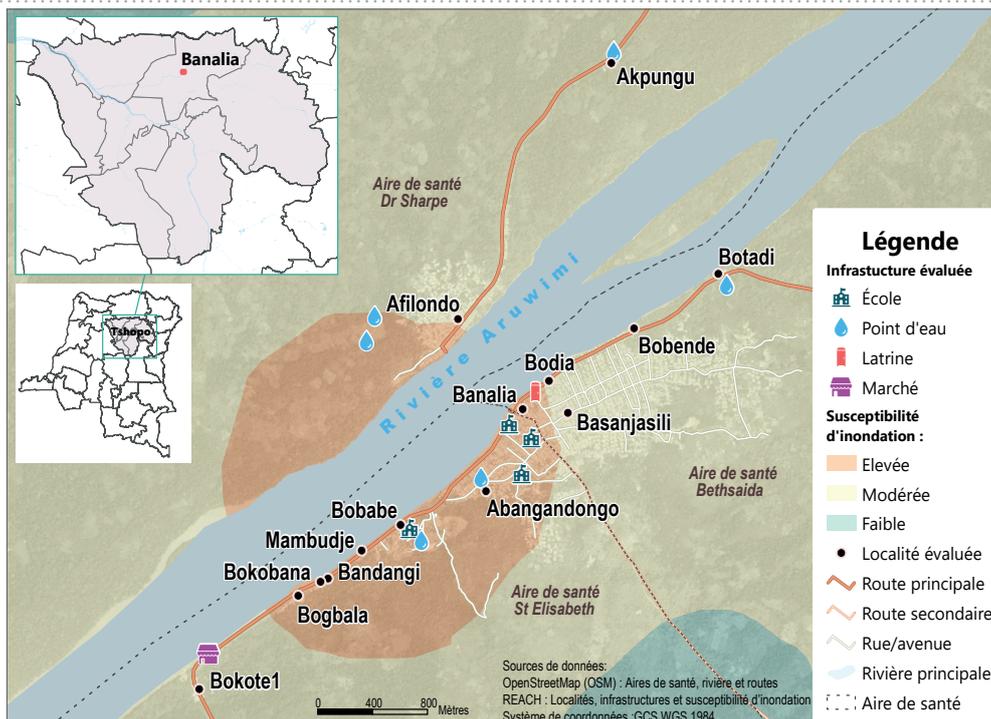
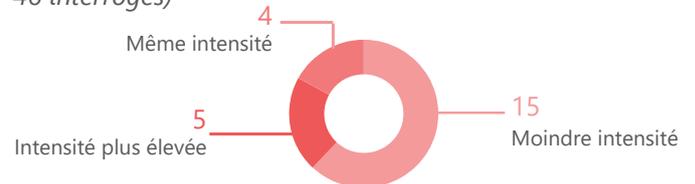
Outre l'existence de zones à risque, il semble que certaines périodes soient plus propices aux inondations, en particulier de **septembre à décembre**, période correspondant à la grande saison des pluies. Toutefois, il convient de noter que les réponses des IC ont pu être influencées par les récentes inondations survenues à cette période.

Mois où la probabilité d'inondation sévère est la plus élevée, d'après les IC ALG/SC/ONG (n=46 IC)



Un peu plus de la moitié de ces IC (52% soit 24/46) ont déclaré que **des inondations pourraient avoir lieu dans leur localité dans l'année à venir**. Toutefois, ce risque n'a pas été rapporté par les IC à Akpungu, Bandangi, Bobabe, Bokobana et Mambudje.

Intensité envisagée des potentielles inondations de l'année à venir selon les IC ALG/SG/ONG (n=24 IC parmi 46 interrogés)



Carte 2 : Carte d'exposition des localités et des infrastructures évaluées aux risques d'inondations².

¹ Les réponses non présentées ne correspondent qu'à des options avec moins de 5% de réponses ou de moins de 3 répondants.

² La méthodologie de calcul des risques d'inondations est disponible sur demande.

PRÉPARATION, ATTÉNUATION DES RISQUES ET GESTION DES INONDATIONS

Facteurs d'aggravation des risques

Les facteurs provoquant et/ou aggravant les risques liés aux inondations les plus cités par les IC ALG/SC/ONG concernaient **la présence d'obstacles sur les cours d'eau** (63%), **la déforestation** (57%), ainsi que **l'absence ou mauvaise gestion des canalisations** (33%). Aussi, il semble que les facteurs d'aggravation cités soient majoritairement d'origine anthropique et que des mesures pourraient être possibles pour réduire les risques.

En outre, 74% des IC ALG/SC/ONG ont déclaré que des zones non-constructibles existaient (34/46). Toutefois, parmi eux, 65% ont mentionné que **les zones non-constructibles n'étaient pas respectées** (22/34), ce qui pourrait exposer directement des ménages à des risques importants si ces zones étaient touchées par des inondations.

Exposition des infrastructures

Parmi les IC GRU qui ont rapporté que des inondations avaient eu lieu par le passé, 9 IC ont rapporté qu'une partie des **infrastructures avait été endommagée lors d'inondations passées** (9/11). Au total, 7 infrastructures auraient été touchées dont 5/6 points d'eau, le marché et une école. En effet, les infrastructures auraient été parfois (6/9) ou à chaque fois (3/9) affectées selon les infrastructures et localités considérées. La quasi-totalité des IC considérait également que **les infrastructures risquaient d'être touchées par des inondations dans le futur** (13/14), en l'absence de mesures de mitigation des risques adéquates.

Préparation aux inondations

Parmi les IC ALG/SC/ONG interrogés, 46% ont participé à la gestion des risques d'inondation (21/46). Il convient toutefois de noter qu'aucun IC n'a participé à cette gestion des risques à Akpungu, Bogbala, Bokobana et Bokote 1.

En ce qui concerne les mesures institutionnelles, **70%** des IC ALG/SC/ONG interrogés (32/46) ont indiqué **qu'il n'existait actuellement pas de plan de contingence concernant les risques d'inondation, ou qu'ils n'en avaient pas connaissance**. En outre, tous les IC n'ayant pas participé à la gestion des risques d'inondations (54%, 25/46) ont rapporté ne pas avoir connaissance de tels plans. Au contraire, 14 des 21 IC ayant participé à la gestion des risques d'inondation en avaient connaissance, ce qui tendrait à indiquer une asymétrie d'information entre les deux groupes mentionnés ci-dessus. Des plans de contingence ont ainsi été rapportés par certains IC d'Abangandongo, de Banalia centre, de Basanjasili, de Bobende, de Bodia, de Botadi et de Mambudje.

Si la majorité des IC ayant rapporté l'existence d'un plan de contingence n'ont relevé **aucune lacune dans ce plan** (11/14), certains IC de Banalia centre ont relevé un

manque de ressources (2/14), de formation (2/14) ou de collaboration (2/14). Il s'agissait en particulier d'un membre de la société civile ainsi que des personnes interrogées pour les autorités gouvernementales et pour le ministère de la santé.

Par ailleurs, un peu plus de la moitié des IC ALG/SC/ONG interrogés (59%) a indiqué qu'il n'existait **pas d'abri pré-identifié pour accueillir des ménages sinistrés** en cas d'inondation majeure. Toutefois, lorsque des abris n'étaient pas pré-identifiés (27/46), la majorité des IC ont rapporté que des zones en hauteur, à l'abri des inondations pourraient permettre à la population de se mettre en lieu sûr (18/27).

Acteurs présents

Les IC ALG/SC/ONG ont rapporté qu'une **multiplicité d'acteurs pouvaient participer aux prises de décision** en cas d'inondations. Si ces résultats peuvent être influencés par les fonctions occupées par les personnes interrogées, une grande variété d'acteurs a été citée par la quasi-totalité des IC interrogés, quelque soit leur fonction.

Acteurs participant à la prise de décision pour prendre des mesures en cas d'inondation (Plusieurs réponses possibles, n=46 IC)

Autorités locales	████████████████████	78%
Société civile	████████████████	57%
Communauté	████████████	37%
ONG	████████	24%
Leader religieux	████	15%

Prévention de la population

Suite aux inondations passées, il semblerait que **peu de mesures préventives aient été mises en place** selon les IC GRU. En effet, 2 IC GRU sur les 11 ayant rapporté l'existence d'inondations passées ont également déclaré que des mesures de mitigation avaient été mises en place, comme des séances de sensibilisation de la population (1/2) ou la relocalisation du site de l'école vers un endroit non-inondé (1/2).

Par ailleurs, **48% des IC ALG/SC/ONG interrogés ont mentionné l'existence d'un système officiel d'alerte précoce** permettant d'informer la population afin qu'elle puisse prendre des dispositions en cas d'inondation. Malgré le manque de consensus, des IC de toutes les localités ont assuré qu'un système d'alerte existait, excepté à Afilondo et Mambudje. De manière intéressante, tous les IC de Bobende ont rapporté l'existence d'un système d'alerte.

Enfin, **67% des IC ALG/SC/ONG ont rapporté que les moyens de communication étaient inutilisables** lors des récentes inondations.

¹. Les réponses non présentées ne correspondent qu'à des options avec plus de 5% de réponses.

Atténuation des risques

En ce qui concerne les inondations passées, sur les 9 IC GRU ayant rapporté que des inondations passées avaient frappé la localité et impacté les services de base, respectivement 5 et 3 IC ont rapporté que **des mobilisations de la communauté et de la société civile avaient eu lieu, bien que parfois insuffisantes pour résoudre le problème**. De plus, l'aide humanitaire ou gouvernementale n'a jamais été mentionnée comme étant une solution apportée. En outre, 6/9 IC ont rapporté que le problème n'avait pas été résolu, laissant penser que les services de base avaient été fragilisés sans solution réelle d'adaptation.

En outre, 3 infrastructures sur les 6 endommagées par les inondations passées auraient été partiellement reconstruites (deux points d'eau et une école), alors que le marché aurait été totalement reconstruit et que 3 infrastructures n'auraient pas été reconstruites (trois points d'eau).

Par ailleurs, pour les IC ALG/SC/ONG, **certaines mesures de mitigation ont été mises en place durant les récentes inondations**.

Mesures de mitigation mises en place lors des récentes inondations, selon les IC ALG/SC/ONG (Plusieurs réponses possibles, n=46 IC)



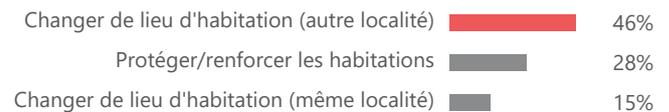
L'alerte a été le moyen de mitigation le plus utilisé (78%), suivi par le déplacement de population (76%).

En effet, il semble que la majorité des IC ayant rapporté l'existence d'un système officiel d'alerte a également rapporté que l'alerte avait été un moyen de mitigation utilisé (18/36). En somme, il semble que des systèmes d'alerte alternatif puissent exister puisque 18 IC ont mentionné que l'alerte avait été un moyen de mitigation alors qu'il n'avaient pas rapporté qu'un système officiel d'alerte existait.

Si de nombreux moyens de mitigation ont été mis en place, **53% des IC ALG/SC/ONG ont déclaré avoir rencontré des difficultés dans la mise en place de ces mesures**, indiquant qu'il reste des améliorations possibles dans la réponse.

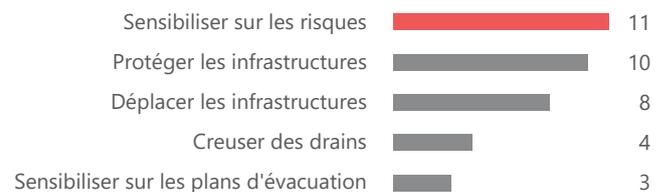
Enfin, le **déplacement du lieu d'habitation semblait une mesure potentielle à prendre dans les semaines ou mois suivant l'enquête** pour réduire les conséquences des inondations dans la localité, selon les IC ALG/SC/ONG. Il convient également de noter que tous les IC ALG/SC/ONG ont rapporté avoir **au moins une personne dédiée à la gestion des inondations dans la localité**.

Principales actions envisagées¹ par les IC ALG/SC/ONG pour mitiger les conséquences des inondations récentes (Plusieurs réponses possibles, n=46 IC)

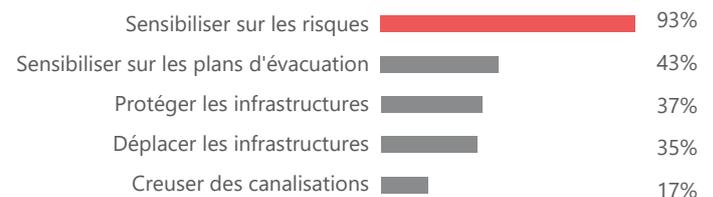


Actions pour réduire les conséquences des futures inondations

Principales actions envisagées par les IC GRU pour réduire les conséquences des inondations futures (Plusieurs réponses possibles, n=14 IC)



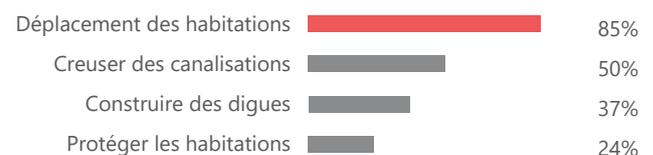
Principales actions envisagées¹ par les IC ALG/SC/ONG pour réduire les conséquences des inondations futures (Plusieurs réponses possibles, n=46 IC)



Les résultats montrent un certains consensus à travers les deux groupes d'IC, avec **les séances de sensibilisation aux risques qui sont les premières actions à être citées pour faire face aux conséquences de potentielles futures inondations**. Il semble également qu'un **important travail de sécurisation et de déplacement des services de base devrait être réalisé**.

Enfin, les IC ALG/SC/ONG ont rapporté que **différents THIMO pourraient être envisagés** dans la localité pour réduire les risques d'inondation.

Principaux THIMO¹ rapportés par les IC ALG/SC/ONG pour réduire les risques d'inondation (Plusieurs réponses possibles, n=46 IC)



¹. Les réponses non présentées correspondent à des options avec plus de 5% de réponses.

PROFIL DES PERSONNES INTERROGÉES

Autorités locales et gouvernementales, SC et ONG

Au total, 93% des IC interrogés étaient des hommes. L'âge moyen des IC était de 47 ans. L'enquête a eu lieu dans 14 localités sinistrées de la ZS de Banalia (voir carte ci-dessous), avec 3 IC interrogés par localité, excepté pour Akpungu (seulement 2 IC interrogés) et pour Banalia centre (8 IC interrogés).

Position des IC interrogés parmi les autorités locales et gouvernementales, la SC et les ONG

Autorité communautaire	15
Relais communautaire	9
Leader religieux	7
Acteur de la société civile	7
Travailleur humanitaire	2
Président de la jeunesse	2
Professionnel de santé	1
Personnel du ministère de la santé	1
Autorité gouvernementale	1
Personnel du ministère de l'éducation	1
Total	46

Gestionnaires, réparateurs et usagers réguliers des infrastructures

Au total, les entretiens ont permis de collecter des informations sur **6 points d'eau**, **4 écoles**, **1 latrine** et **1 marché** affectés par les inondations dans 6 localités sinistrées de la ZS de Banalia (voir carte ci-dessous).

Position des IC interrogés par infrastructure

 Point d'eau	
Gestionnaire du point d'eau	3
Responsable de l'entretien du point d'eau	1
Usager régulier	4
 École	
Personne impliquée dans la gestion de l'école	2
Personnel administratif de l'école	1
Parent d'élève	1
 Marché	
Responsable de marché	1
 Latrine	
Gestionnaire des latrines	1



Banalia centre quelques jours après les inondations, Province de la Tshopo (Crédits : Eloise Nabintu)

APERÇU DE LA MÉTHODOLOGIE

Grâce aux informations obtenues d'un informateur de la réponse rapide à Kisangani (chef-lieu de la province de la Tshopo), la localité de Banalia (chef-lieu de la ZS de Banalia) et ses localités environnantes ont été identifiées comme les zones les plus touchées par les inondations. Les localités environnantes couvertes ont ainsi été celles identifiées sur place par les IC comme ayant été touchées par les inondations, tout en étant accessibles.

Ainsi, cette évaluation rapide a été organisée afin de poursuivre trois objectifs spécifiques:

1. Mieux comprendre l'impact des inondations sur les infrastructures de base (points d'eau, latrines, établissements scolaires, marchés) dans les localités sinistrées de la ZS de Banalia.
2. Mieux comprendre l'impact des inondations sur les moyens d'existence et les besoins des populations dans les localités sinistrées de la ZS de Banalia.
3. Mieux comprendre les capacités des populations dans les localités sinistrées de la ZS de Banalia à mitiger les risques d'inondation.

Pour ce faire des entretiens ont été organisés avec des informateurs clés (IC), sélectionnés grâce à un échantillonnage choisi, notamment du fait de leur fonction et de leur connaissance de la zone et/ou de l'infrastructure évaluée. En effet, 46 entretiens ont été menés auprès de membres d'autorités locales et gouvernementales, de représentants de la société civile et de membres d'ONG. En outre, 14 entretiens ont été réalisés avec des gestionnaires, des réparateurs ou des usagers réguliers des infrastructures touchées par les inondations dans les localités sinistrées de la ZS de Banalia. Les outils utilisés, deux questionnaires structurés complémentaires, ont couvert plusieurs aspects d'intérêt pour mieux comprendre la situation post-inondations, qu'il s'agisse des conséquences des inondations récentes sur les services de base et sur les moyens d'existence des populations sinistrées, ou encore des conséquences des inondations passées, ainsi que de la perspective d'inondations futures et de leurs conséquences. Enfin, une étude des moyens de mitigation existants, ainsi que la mise en exergue de pistes

de réflexion concernant des améliorations possibles de la réponse au niveau local ont également été permises grâce aux enquêtes réalisées. Les entretiens ont été menés en présentiel par le personnel de REACH entre le 7 et le 12 février 2024.

LIMITES

1. De par le choix de l'échantillonnage choisi, les résultats doivent être considérés comme indicatifs.
2. Les infrastructures évaluées ont été celles touchées par les inondations. Aucune information n'est disponible sur les autres infrastructures, ce qui ne permet pas de conclure sur la proportion d'infrastructures touchées par les inondations dans les localités sinistrées évaluées, ni d'évaluer l'état de fonctionnement des infrastructures non-incluses dans cette enquête.
3. Un nombre restreint de gestionnaires, réparateurs et usagers ont participé à l'enquête pour chaque service de base identifié, notamment du fait de la temporalité et des ressources humaines disponibles, ce qui ne permet pas de trianguler l'information au niveau de ces infrastructures.
4. Une cartographie des infrastructures non-affectées n'a pas pu être réalisée par manque de temps et de ressources humaines disponibles.
5. Les questions liées aux inondations futures et passées sont à interpréter avec précaution. Dans le premier cas, il était demandé aux personnes interrogées de se rappeler d'évènements potentiellement anciens dont il peut être difficile de se rappeler. Dans le second, il a été observé une difficulté générale à prédire de tels évènements.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les [termes de référence et le plan d'analyse des données](#). Les bases de données et les questionnaires associés sont également disponibles [en ligne](#).

FINANCÉ PAR



À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).